

DISCOURS DE L'UD-FORCE OUVRIERE DE LA CREUSE
AU RASSEMBLEMENT PACIFISTE DE GENTIOUX LE
11/11/2019

Chers amis,
Chers camarades,

L'Union Départementale Force Ouvrière de la Creuse, tient à saluer l'initiative de la Libre Pensée pour la réalisation d'un monument en hommage et pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple de la guerre de 14-18 inauguré à CHAUNY en avril dernier.

Le syndicalisme ouvrier, le syndicalisme aujourd'hui comme hier, est par essence pacifique parce qu'internationaliste.

Dès ses origines, le mouvement syndical s'est organisé au niveau international. Les fédérations syndicales internationales ont le même âge très souvent que les confédérations nationales.

Deux slogans, deux mots d'ordre ont fondé nombre d'engagements militants. Le premier, non pas chronologiquement, « Pain – Paix – Liberté ». Il est celui du Front populaire mais il fut aussi celui de la CISL, la Confédération internationale des syndicats libres, à sa fondation en 1949.

D'une certaine façon il était continuateur de l'affirmation du préambule de la constitution de l'OIT, l'Organisation internationale du travail – dont on célèbre le centenaire cette année – qui affirmait : « attendu qu'une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale ».

L'OIT s'est assignée l'objectif d'établir des normes internationales du travail visant justement à établir le progrès vers la justice sociale.

Ce n'est donc pas un hasard si l'on trouve Léon Jouhaux, alors secrétaire général de la vieille CGT, à l'origine de l'OIT. Léon Jouhaux qui, devenu président de Force Ouvrière en 1947, recevra en 1951 le prix Nobel de la Paix.

Et Jaurès, bien sûr, qui, jusqu'à son dernier souffle – et c'est pour cela « qu'ils l'ont tué » – voulait la Paix, éviter la guerre.

Malheureusement ils n'y parvinrent pas.

Léon Jouhaux et son homologue des syndicats ouvriers allemands s'étaient encore rencontrés dans les derniers moments, en vain !

La masse de la classe ouvrière et paysanne a été envoyée au front, trompée par la propagande.

Cette guerre fut terrible.

Alors, oui ! Ils avaient peur, ils ne voulaient pas mourir, ils voulaient revenir, revoir père, mère, femme, l'enfant qu'ils n'avaient pas vu naître...

Ceux-là ont refusé.

Ils n'étaient pas moins courageux que leurs camarades qui – à plus d'un million – « aux ordres de quelques sabreurs sont allés ouvrir au champ d'horreur leurs vingt ans qui n'avaient pu naître » chantait Jacques Brel.

Ceux, militants, qui ont voulu, par leur geste, réveiller les consciences, s'engager pour mettre fin à l'horreur, méritent autant, à nos yeux, la reconnaissance.

J'en viens justement aux militants, aussi fusillés pour l'exemple, ceux de la CGT d'alors, massivement fichés à travers un carnet.

Le Carnet B, de sinistre mémoire, était l'instrument de surveillance des suspects, français ou étrangers, sous la Troisième République en France. Il a été créé en 1886 pour lutter contre les activités d'espionnage et fut étendu à tous les individus susceptibles de troubler l'ordre public ou antimilitaristes.

A partir de 1907 ce fichier fut aussi utilisé pour surveiller les anarchistes et antimilitaristes et, en 1909, furent ajoutés les Français soupçonnés d'entreprendre des actions antimilitaristes pouvant troubler l'ordre public ou gêner la mobilisation.

Le Carnet B ne fut pas utilisé officiellement en 1914-1918, mais il était sans doute dans la tête et dans les fichiers de l'armée. Quand dès décembre 1914, les premières fraternisations apparurent dans les tranchées, il fallait trouver des « meneurs ». On alla donc chercher dans les archives de police. Dès le

début de la guerre, on fusilla des poilus qui refusaient de mourir pour rien. On chercha encore des « meneurs ».

Quand les mutineries éclatèrent en 1917, surtout après l'échec sanglant du bourreau Nivelles, un régiment sur deux se mutina. Ils mettaient « crosses en l'air », ce qui signifiait que les soldats ne refusaient pas de défendre, mais qu'ils refusaient de monter à l'assaut pour gagner quelques mètres, aussitôt reperdus.

Parmi tous les fusillés pour l'exemple, 639 ont été recensés par les services officiels pour « désobéissance ».

Sur les 639 fusillés pour l'exemple, une quarantaine furent réhabilités entre les deux guerres. Il en reste donc 600 à qui justice doit être rendue.

C'est le sens de notre présence ici aujourd'hui.

Ce combat pour la réhabilitation collective est l'un des derniers combats de notre camarade Marc Blondel. Il fut, comme chacun le sait, Secrétaire général de la Confédération Force Ouvrière. Il fut aussi, comme Léon Jouhaux, membre du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail, vice-président travailleurs du Comité de la liberté syndicale.

Marc Blondel continua son combat militant comme Président de la Libre Pensée. Et le monument érigé et inauguré à CHAUNY lui doit beaucoup. Il est la marque d'une nouvelle étape pour que justice soit rendue aux 600 fusillés pour l'exemple qui n'ont pas été encore réhabilités.

Combattre l'injustice est dans l'ADN, comme on dit aujourd'hui, de Force Ouvrière. Contre l'injustice sur tous les terrains où les droits de l'Homme, du travailleur sont bafoués et où leur dignité n'est pas respectée.

C'est donc tout naturellement que l'Union Départementale Force Ouvrière de la Creuse est présente à vos côtés aujourd'hui.

Vive la Paix !

Vive le syndicalisme libre et indépendant !

Réhabilitation de tous les fusillés pour l'exemple !